

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION À SKIKDA 77 morts et 1 081 blessés

Les accidents de la circulation ont enregistré une augmentation sensible durant l'année 2007 par rapport à l'année précédente. 596 sont à signaler, faisant 77 morts et 1081 blessés, soit un plus de 84 accidents par rapport à 2006, qui ont fait 53 morts et 77 blessés.

Le facteur humain continue d'être la cause principale en plus de la constante dégradation du réseau routier. Selon le bilan de la gendarmerie, les trois plus grandes causes sont l'œuvre de l'homme : excès de vitesse, dépassement dangereux et non-respect du stop ont respectivement provoqué 152, 87 et 65 accidents. Les facteurs d'origine humaine ne sont pas le fait des chauffeurs unique-

ment, les piétons y contribuent avec 54 accidents, soit 17,04%. Longtemps considéré comme l'origine d'accidents de la route, la conduite en état d'ébriété est en queue de peloton avec trois accidents. Les adeptes de Bacchus n'ont plus le vent en poupe apparemment pour jouer au tombeau ouvert !

De même que les véhicules étiquetés danger public ne sont la cause que de 23 accidents, soit un

taux de 2,5% du taux global. Dans ce contexte, la panne mécanique a engendré seulement 4 accidents, moins que l'année précédente où on en a énuméré 9.

Le contrôle technique des véhicules ne serait pas étranger à cette baisse. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le constat unanimement reconnu de dégradation du réseau routier n'est pas défini comme cause essentielle des accidents routiers. Les efforts déployés en matière de revêtement et réhabilitation des chemins communaux, chemins de wilaya et des routes nationales n'ont pas encore incité à crier

victoire. Pourtant, le bilan annuel de la gendarmerie n'en fait ressortir aucun cas. Les autres causes sont le non-respect des règles de priorité (34 cas), le non-respect de la distance (29), rouler à gauche (16), manœuvre dangereuse (13), défaut de maîtrise (10) et dérapage (9 cas).

Les 596 accidents de l'an 2007 sont à répartir de la manière suivante : 494 corporels, 58 mortels et 17 matériels. Les retraits de permis de conduire ont atteint le chiffre de 3 021, plus que les 2 947 de l'année passée, les amendes forfaitaires sont estimées à 29 116.

Zaïd Zoheir

ORAN

Conflit Cnes-Usto : y aura-t-il une issue ?

Il semblerait que dans le conflit opposant la section Cnes de l'USTO au recteur, et qui s'était traduit par un blocage des examens dès ce samedi, qu'une solution pourrait se dessiner assez rapidement.

D'ailleurs, nous avons appris auprès du coordinateur de la section Cnes que suite à une assemblée générale des enseignants qui s'est tenue ce dimanche matin, un contact avec le recteur devrait déboucher sur une séance de travail entre les deux parties dans les jours à venir.

Ce conflit, en effet, est né du refus du recteur de recevoir la section Cnes en tant que partenaire social afin d'aborder les problèmes des enseignants et de gestion. Le recteur de l'USTO, pour justifier son refus, s'appuyait sur le fait que la direction nationale du Cnes a sanctionné la section de l'USTO.

Un argument rejeté par les éléments du Cnes qui rappelaient un cas similaire dans une autre université où la justice avait tranché en faveur des délégués. «Il s'agit d'une chose interne à

notre syndicat, il n'a aucunement le droit de s'immiscer...», nous a expliqué un enseignant samedi.

Quoi qu'il en soit, les enseignants, réunis en assemblée générale, ont décidé de suspendre le blocage des examens. Dans le même temps, les enseignants, lors de leur AG, ont renouvelé leur confiance à leurs délégués afin de leur réaffirmer leur attachement ; leur représentativité ayant été un temps remise en cause par certains.

Fayçal M.

RÉGIE COMMUNALE DES TRANSPORTS

Les travailleurs toujours dans l'expectative

Décidément, l'affaire de la cessation d'activité de l'ex-désormais Régie communale autonome des transports urbains d'Oran (RCATUO) ne cesse de revenir dans l'actualité.

En effet, hier matin, les travailleurs de la Régie ont une fois de plus observé un rassemblement devant le siège de l'APC d'Oran pour exiger encore et encore

l'application du volet social. Ce sont plus de 90 travailleurs qui attendent depuis un an le paiement des indemnités puisque la décision du wali de la cession d'activité de la Régie a été prononcée en janvier 2007. «Dans un premier temps, les travailleurs de la Régie ont dû attendre que leur soient versés les arriérés de salaire.

Aujourd'hui, pour prononcer la liquidation de la

Régie, il faut régler le volet social, les indemnités de départ...», nous explique l'un des syndicalistes de l'ex-Régie communale.

Le changement à la tête de l'APC d'Oran n'a pas été pour accélérer le règlement financier des travailleurs qui sont las d'attendre.

Près de la moitié de ces travailleurs ont plus de 22 ans d'ancienneté ; retrou-

ver stable est quasiment impossible pour eux : «Que l'on nous donne nos droits une bonne fois pour toutes», lâche notre interlocuteur.

Une situation qui, en effet, perdure puisque de façon régulière les travailleurs de l'ex-Régie se rassemblent et attendent que soit mis définitivement fin à l'histoire de la Régie et à leur calvaire.

F. M.

BOUIRA

Sept communes toujours bloquées

Au lendemain de la sortie médiatique du ministre de l'Intérieur faisant état du problème des 15 communes bloquées à l'échelle nationale et dont la wilaya de Bouira détenait la palme d'or avec 11 communes, les élus locaux, spécialement ceux de l'APW, ainsi que les députés Ali Brahimi du RCD et Kara Mohamed Seghir du FLN, ont réussi à débloquent quatre communes.

Il s'agit des APC de Chorfa détenues par le RCD, Ath-Mansour détenue également par le RCD, Ahnif par le FFS et enfin Bordj-Okhris (RND) et qui vient d'être débloquée ce dimanche grâce aux efforts personnels du P/APW Gaci Abdelkader qui a réussi à ramener à

la raison les élus du FLN. Par ailleurs, et concernant les sept autres communes, nous savons que plusieurs d'entre elles sont bloquées à cause de l'entêtement des autres élus issus des différents partis et qui font bloc contre le P/APC installé par l'administration selon la loi.

Au niveau de ces communes, les élus désobéissent souvent à leurs partis et ne suivent pas les consignes. C'est le cas des APC de Aomar (FFS), El-Esnam (RCD), Raouraoua et Oued El Berdi (FLN) et enfin Mesdour (RND).

Au niveau de ces cinq communes, le problème du blocage est imputable en premier lieu aux autres élus. Enfin, pour les deux autres communes, Haïzer (Indépendant) et

Bechloul (RCD), le problème est complexe et se situe au niveau de l'incompatibilité d'humeurs entre les P/APC installés et les autres élus. Ainsi, au niveau de la wilaya de Bouira et sauf miracle, il est fort à parier que hormis les quatre communes débloquentes, les sept restantes s'achemineront droit vers la dissolution pure et simple en installant des administrateurs, ou maintiendra-t-il les P/APC déjà installés avec moins de prérogatives ? Réponse dans quelques jours.

En tout cas, une chose est sûre, l'hypothèse de l'installation des secrétaires généraux à la place des présidents d'APC est évacuée.

Y. Y.

RACHID BENAÏSSA

EN VISITE À MILA Du développement rural au renouveau rural

Le docteur Rachid Benaïssa, ministre délégué au Développement rural, était l'hôte, dimanche dernier, de la wilaya de Mila à l'occasion d'une journée d'étude organisée par le Ceneap et relative au programme communal d'appui au développement rural, inspiré de la nouvelle politique du renouveau rural lancée depuis 2007, Mila étant une wilaya pilote.

Après avoir présenté la situation de la wilaya dans ce domaine, chiffres à l'appui, et tracé les contours de cette politique de développement global enclenchée depuis des années déjà, avec toutes les spécificités que présente la wilaya, le wali a donné la parole au ministre qui a longuement disserté sur cette nouvelle stratégie nationale de développement rural durable basée sur le déploiement d'une économie moderne fondée sur les connaissances et dont l'aboutissement permettra une meilleure gouvernance des territoires ruraux.

L'année 2008 sera celle de la concrétisation du renouveau rural de cette Algérie en mouvement, soutient-il, tout en exposant les grandes lignes de cette nouvelle approche qui part du simple principe qu'il n'y a pas de territoires sans avenir, il n'y a que des territoires sans projets.

Décorant le Projet de proximité de développement rural intégré (PPDRI), un projet qui comporte des investissements à usage collectif et des investissements à usage individuel, et qui est formulé par les bénéficiaires mais appuyé par des agents de l'administration (facilitateurs), autour des quatre thèmes fédérateurs suivants : amélioration des conditions de vie des ruraux ; diversification des activités économiques en milieu rural ; protection et valorisation des ressources naturelles - protection et valorisation des patrimoines ruraux matériels et immatériels, avec des impacts économiques, sociaux et environnementaux préalablement définis.

Pour assurer le succès et la durabilité de ces projets, il est primordial de les insérer dans un schéma territorial cohérent, en recherchant les synergies et la mutualisation des efforts, des moyens et des ressources pour la réalisation des différentes actions de développement durable, estime le ministre qui retrace devant l'assistance et par Internet sur écran géant, les différentes étapes de validation d'un PPDRI, qui passe de la cellule d'animation rurale communale au comité technique de daïra et enfin au comité technique de wilaya (présidé par le secrétaire général de wilaya) qui présentera les PPDRI validés à l'approbation du wali qui vaut ordre de mise en œuvre du projet, en utilisant le SI-PSRR, un site centralisé de suivi et en même temps une banque importante de données. M. Benaïssa conclut par dire que la finalité du renouveau rural est de nous permettre de passer de la disparité verticale... à la différence horizontale.

Plusieurs autres exposés relatifs aux résultats d'enquêtes et études effectuées, 26 mois durant, sur les 32 communes de la wilaya de Mila, ont été présentés par des experts du Ceneap.

A. M'haimoud

MASCARA Mandat de dépôt pour outrage à un agent de police

Un jeune citoyen ayant commis une infraction à bord de son véhicule a récemment été placé sous mandat de dépôt. Selon notre source, verbalisé par une policière, il déchirera le PV sous son nez.

M. M.